

**Interdiction de l'organisation « Die wahre Religion » alias « LIES! Stiftung »/« Stiftung LIES », ordonnée par le ministère fédéral de l'Intérieur**

Aujourd'hui, le ministre fédéral de l'Intérieur, Monsieur Thomas de Maizière, a ordonné l'interdiction de l'organisation « Die wahre Religion » alias « LIES! Stiftung »/« Stiftung LIES » (ci-après « DWR »).

L'interdiction de l'organisation DWR se fonde sur l'article 3, paragraphe 3, première phrase, options 2 et 3, combiné avec l'article 17, numéro 3, de la loi sur les associations (VereinsG). DWR se dirige contre l'ordre constitutionnel ainsi que l'idée d'entente entre les peuples.

DWR propage ses messages anticonstitutionnels et contraires à l'idée de l'entente entre les peuples dans le cadre de séminaires, d'événements publics et à l'occasion de la distribution de traductions du Coran dans des zones piétonnes. Des milliers de vidéos montrant ces actions ont été diffusées via Internet. Celles-ci inspirent et exacerbent auprès des partisans – pour la plupart jeune et en partie mineurs – une attitude anticonstitutionnelle et combative-agressive. Cette attitude culmine dans le soutien et l'incitation à la violence tout comme au départ, jusqu'à ce jour, d'au moins 140 activistes et supporteurs vers la Syrie ou vers l'Iraq où ils entendent se rallier au combat de groupements terroristes.

En se prévalant de l'Islam et de ses sources religieuses, DWR prône un règlement politico-social extrémiste et absolument obligatoire. La prétention politico-religieuse totalitaire de DWR se dirige contre les fondements essentiels de l'ordre constitutionnel et entend remplacer ce dernier par la vision extrémiste de l'Islam propagée par cette organisation. DWR revendique la mise en œuvre inconditionnelle de ses doctrines et, par conséquent, un bouleversement de l'ordre constitutionnel également en Allemagne.

Dans ce contexte, DWR déclare le rejet de la démocratie obligatoire pour tous les musulmans et scinde le monde en deux camps, considérant que les « vrais » musulmans, à savoir ceux adhérant à son interprétation extrémiste de l'Islam, sont supérieurs à tous les autres et hostiles à l'égard des « incroyants ». La vision du monde de DWR ne laisse aucune place à une entente avec des musulmans n'adhérant pas à son interprétation de l'Islam ni avec des adhérents d'autres religions : il faut haïr les

« incroyants », les remettre dans le bon chemin ou alors, en dernière conséquence, les éliminer. Pour instiguer les activistes et supporteurs – pour la majorité adolescents – DWR divulgue des théories de la conspiration au cœur desquelles se trouvent les juifs et les « médias sionistes ».

Des acteurs, activistes et supporteurs importants soutiennent et célèbrent le combat armé et les attentats terroristes. Ceci ne se traduit non seulement par la diffusion de messages exprimant cette attitude, mais également par l'étroite imbrication au niveau du personnel – notamment dans les premiers temps de DWR – avec des organisations islamistes entre-temps interdites ainsi que par le fait de poser avec des symboles de l'organisation appelée « État islamique ». À l'occasion des distributions de traductions du Coran dans des zones piétonnes, des islamistes djihadistes se rassemblent partout en Allemagne.

L'interdiction ordonnée aujourd'hui ne vise ni la promotion ni la diffusion de la foi musulmane ni la distribution de Corans ou de traductions du Coran. Les propriétaires ont pu garder leurs traductions du Coran. En effet, l'interdiction frappe l'abus d'une religion par des personnes qui, sous le prétexte d'agir au nom de l'Islam, prônent des idéologies extrémistes et soutiennent des organisations terroristes. L'organisation ne saurait se prévaloir de la liberté de religion visée à l'article 4, paragraphes 1 et 2, de la Loi fondamentale : elle ne vise pas la simple défense de contenus de la foi. En effet, elle associe délibérément et dans l'espace public d'une part une prétendue promotion de l'Islam et la distribution de traductions du Coran avec, d'autre part, la propagation combattive-agressive de son idéologie anticonstitutionnelle et violente. L'invocation de l'Islam et la distribution de traductions du Coran ne justifient pas la propagation publique et mise en œuvre d'une idéologie anticonstitutionnelle, par exemple par des appels à la violence.

De par l'ordonnance émise aujourd'hui, le ministre fédéral de l'Intérieur n'a non seulement interdit l'organisation en soi, mais également toute activité en sa faveur. Cette interdiction couvre tant l'organisation d'actions d'information et de distribution du Coran sous le logo DWR/LIES que la participation à celles-ci, ainsi que l'emploi de signes caractéristiques et la divulgation de vidéos et de messages également sur Internet.

Cette interdiction n'est pas une mesure isolée, mais s'inscrit dans toute une série d'interdictions ordonnées à l'égard d'organisations salafistes : « Millatu Ibrahim » (2012), « DawaFFm » (2013), l'organisation dite « État islamique » (2014) et le plus récemment « Tauhid Germany » (2015). Le vivier potentiel de salafistes en Allemagne ne cessant de croître et parallèlement le nombre des départs vers les zones djihadistes en Syrie et en Iraq dans l'optique de soutenir des organisations terroristes ayant augmenté considérablement, cette interdiction s'impose.